

Taxe d'accise—Loi

premier ministre sont entrés dans le gouvernement en promettant aux Canadiens et aux Canadiennes qu'ils n'augmenteraient pas les taxes? Mais dès leur arrivée au pouvoir, les Canadiens ont subi l'augmentation de taxes la plus grave depuis la Confédération. On se pose des questions, madame la Présidente, et je pense que les Canadiens et les Canadiennes vont rejeter ce gouvernement dès que le premier ministre aura le courage de déclencher des élections.

[Traduction]

M. Redway: Madame la Présidente, j'ai été fort intéressé par les observations de la députée, surtout pour ce qui me concerne. En effet, j'ignorais que la députée savait que je siégeais dans cette enceinte à cette époque-là. Cependant, j'ai, semble-t-il, touché une corde sensible. Ainsi, je voudrais lui poser une ou deux questions.

● (1620)

La députée a parlé d'un certain nombre de questions dans ses observations. Elle sait que le Canada fait face à beaucoup de problèmes, dont beaucoup ont été créés par son propre parti, lorsqu'il formait le gouvernement.

Le déficit en est un. Or, bon nombre de ces observations concernaient manifestement les efforts déployés par le gouvernement pour éponger le déficit qui atteindrait environ 40 milliards de dollars par an à l'heure actuelle, si le gouvernement n'avait pas pris des mesures pour remédier à la situation. En fait, il a réduit ce déficit de quelque 10 milliards de dollars par an.

La députée et son parti souhaitent-ils réduire le déficit annuel du Canada? Dans l'affirmative, croient-ils qu'il ne faudrait pas, pour ce faire, augmenter les impôts? La députée est-elle disposée à affirmer maintenant que le parti libéral n'augmenterait pas les impôts, s'il formait le gouvernement?

Toujours dans la même veine, est-elle prête à préciser dans quels domaines le parti libéral sabrerait—s'il souhaite vraiment réduire le déficit—afin de réduire ce dernier de 10 milliards de dollars par an, comme le gouvernement le fait depuis trois années et demie?

La députée peut-elle répondre à ces questions? Son parti et elle-même souscrivent-ils à une réduction du déficit? Dans ce cas, peut-elle nous garantir aujourd'hui que si son parti forme à nouveau le gouvernement, il n'augmentera pas les impôts, contrairement à ses anciens collègues provinciaux de l'Ontario? Va-t-elle également nous signaler exactement les coupes sombres qu'un gouvernement libéral effectuerait, afin de réduire le déficit de quelque 10 milliards de dollars par année?

Mme Copps: Madame la Présidente, voilà ce qui distingue le parti conservateur du parti libéral. Le parti libéral n'accepte pas de faire des promesses qu'il ne saurait tenir.

Des voix: Oh, oh!

Mme Copps: Au cours des élections de 1984, le chef du parti libéral, un homme intègre dont tous les Canadiens reconnaissent l'honnêteté, n'a pas voyagé de Saint-Jean (Terre-Neuve) à

Chilliwack (Colombie-Britannique) pour dire aux gens qu'il réduirait le déficit sans augmenter les impôts.

C'est le chef du parti conservateur qui a fait cette promesse. Il a tenu des propos équivoques.

En fait, le chef du parti libéral a déclaré tout net que s'il devait réduire le déficit, il ne pourrait pas s'engager à le faire sans augmenter les impôts.

Voyez un peu la situation de la ville de Toronto du point de vue du ministre des Finances. Le gouvernement a dit aux Canadiens qu'il allait appliquer une fiscalité équitable. Or, pour la première fois, il oblige la mère célibataire qui gagne 15 000 \$ par année et qui habite la zone Jane Finch à payer l'impôt. Il l'oblige à payer l'impôt, alors qu'il en exempte les riches qui se situent de par leur revenu dans les 2 p. 100 supérieurs de la population et qui peuvent amasser jusqu'à 500 000 \$ de gains en capital. La plupart de mes électeurs ne savent même pas ce que sont les gains en capital.

Le gouvernement parle d'une fiscalité équitable. Comment une politique qui accorde une exonération à quelqu'un dont le revenu se situe dans les 2 p. 100 supérieurs de la population et qui oblige une mère du secteur Jane Finch à payer des impôts pourrait-elle être équitable?

Le député que j'ai mis au défi de répondre ne l'a pas fait. Même si j'admire le député d'avoir réclamé le rétablissement du régime enregistré d'épargne-logement en prévision du sommet économique, et seulement dans la ville de Toronto, pourrait-il me dire où il était lorsque les partis d'opposition se livraient à une guerre de tranchée pour obliger le gouvernement à renoncer à sa décision de retirer ledit régime? Où était-il lorsque le gouvernement a doublé les garanties qu'il impose aux propriétaires désireux d'obtenir une assurance de la SCHL? Le gouvernement a présenté des budgets successifs qui devaient permettre de réduire le déficit et qui n'ont rien donné. Où était-il lorsque le gouvernement a augmenté la taxe de vente sur les matériaux de construction qui a abouti directement à une hausse du coût du logement à Toronto?

Le député se tenait dans les coulisses, encourageant le ministre à réduire le déficit sur le dos des Canadiens pauvres afin que les riches puissent obtenir une exemption d'un demi million de dollars pour gains en capital.

Si le député tient vraiment à voir rétablir le REEL, il devrait secouer le joug conservateur et adhérer à un parti qui luttera vraiment pour les travailleurs, au lieu de souscrire à l'hypocrisie de la politique fiscale conservatrice.

M. Orlikow: Madame la Présidente, la députée a reproché au gouvernement conservateur d'avoir alourdi le fardeau fiscal qu'il impose à la plupart des Canadiens. Or il y a deux groupes de Canadiens dont les impôts sont restés inchangés.

Le premier se recrute chez les riches particuliers. Plus de 5 000 riches Canadiens ont gagné plus de 50 000 \$ l'an dernier sans payer d'impôt sur le revenu, et 250 Canadiens dont les revenus dépassaient 250 000 \$ n'ont payé aucun impôt. N'est-ce pas là la même situation que celle qui a existé durant toutes les années où les libéraux étaient au pouvoir?